

La Chine intrique, fascine, inquiète.

En 1950, elle était de très loin le pays le plus pauvre du monde avec un PIB par habitant égal de la moitié de celui de l'Afrique.

La période maoïste n'a pas vraiment amélioré les choses : la conférence sur Mao il y a quelques semaines vous en a présenté la situation.

Mais, elle est devenue aujourd'hui la puissance exportatrice mondiale et la deuxième économie selon le critère du PIB.

Autre façon de dire cette interrogation dans une perspective plus longue : pourquoi la Chine fut-elle éclipsée par l'Europe au cours des trois derniers siècles alors qu'elle était plus avancée sur à peu près tous les plans depuis des siècles ?

- Les conditions de départ auraient-elles été moins propices ? Hegel et Marx ont popularisé l'idée que la Chine aurait vécu sous la férule de « despotes orientaux » dont la toute-puissance aurait bloqué l'évolution ; M. Weber insistait sur l'insuffisante rationalisation en finalité des actions sociales. Or il semble qu'il n'en soit rien. Marchands, routes commerciales, connaissances scientifiques, production manufacturière, techniques culturelles. Tous les musées d'art et civilisation asiatique l'attestent.
- Les institutions auraient-elles été de moindre qualité ? Les institutionnalistes comme D. North insistent sur ce point mais K. Pomeranz, démontre magistralement le contraire dans son ouvrage *La Grande Divergence*, 2000.

La Chine a connu au XIV^e siècle une révolution industrielle très proche de celle que l'Angleterre a connue quatre siècles plus tard. Une révolution agricole, une urbanisation rapide, un développement rapide du textile et de la sidérurgie ; ils maîtrisaient techniquement le principe de la pression atmosphérique, ils auraient pu développer la machine à vapeur. Que s'est-il passé ?

- Pomeranz d'une part met en avant un accident géographique pour comprendre cette divergence de destin. Nord et Nord ouest de la Chine disposent de charbon et les techniques d'utilisation sophistiquées sont maîtrisées scientifiquement. Mais l'invasion mongole du début du XIV^e siècle bouleverse la donne. La stabilité revenue, le centre démographique et économique du pays a basculé au sud. L'extraction reprend au nord mais producteurs et utilisateurs ne feront que se croiser.
- D. Landes complète l'éclairage avec une explication culturelle : passé l'invasion mongole, la recherche de la stabilité intérieure devient prioritaire et l'exploration du monde passe au second plan. Les voyages au lointain sont considérés comme aussi coûteux qu'inutiles. Cette politique décourage le commerce et l'industrie, favorise la corruption et le népotisme. L'État veut tout régenter. Routine, tradition, immobilisme rendent toute innovation suspecte.

Quelques décennies avant le départ de C. Colomb, la Chine choisit la stabilité et se referme sur elle-même. L'Europe a emprunté l'autre voie.

Nous allons donc chercher à comprendre d'une part quels sont les ressorts de la croissance contemporaine (Recherche sur la nature et les causes de l'émergence de la Chine !) et d'autre part les enjeux à partir de la fin des années 2000 pour la croissance et le développement futurs [2 parties].

Sur cette trame par étapes d'histoire économique, je dégagerai des axes d'analyse qui semblent importants. On verra alors que les étapes s'enchaînent et chaque étape a un moteur de croissance et engendre en même temps des déséquilibres qui conduisent à une crise. ; celle-ci fait apparaître une nouvelle orientation pour dépasser les difficultés.

Succès, contradictions et dépassement ou tentative de dépassement des contradictions, en bonne logique dialectique !

1. La Chine une économie émergente : les deux étapes, de la réforme Deng Xiaoping à la fin des années 2000

A. 1° étape : les conditions préalables à l'émergence (au take-off, Rostow) 1979-1993

En décembre 1978, la ligne réformatrice et pragmatique de Deng Xiaoping l'emporte lors du plénum du comité central. Le programme dit des « quatre modernisations » (agriculture, industrie, défense et technologies) est adopté comme ligne officielle du régime chinois.

1) Il y a un apprentissage de l'autonomie de gestion dans l'agriculture

C'est la décollectivisation des terres et le retour à l'exploitation familiale. Le quota de production agricole devant être livré à l'État central par la planification est maintenu mais les paysans ont désormais le droit de vendre leur surplus sur des marchés agricoles : les surplus issus des gains de productivité sont monétisés.

Ainsi, les revenus augmentent pour une population massivement agricole (80%) et d'un niveau de productivité faible, vivant avec moins de 1\$ par jour pour 60% de la population. La réforme est légitimée.

2) Une réforme graduelle des prix

Cette incitation à produire plus et être plus productif de manière à dégager un surplus commercialisable rencontre donc le succès de la population : l'offre de produits s'accroît, les prix baissent et convergent vers les prix planifiés de manière graduelle pour éviter un choc de libéralisation.

Les prix des produits de consommation finale suivent à peu près le même calendrier.

3) En ville, la réforme est plus difficile et aboutit à une crise inflationniste à la fin des années 1980

Il faut transformer des administrations chargées d'organiser une production selon les principes d'une économie centralement planifiée en entreprises avec capacité de gestion. Bureaucrates des ministères et des collectivités locales mettent la main sur les entreprises, pour les diriger politiquement au mieux de leurs intérêts.

Les premières zones économiques spéciales à titre expérimental géographiquement limitées sont un succès : ce sont des zones franches sur lesquelles l'État chinois encourage l'investissement direct étranger pour créer des zones d'exportations manufacturières. Cela prend la forme de coentreprises, de joint-ventures sino-étrangères. Cela sera développé lors de la deuxième étape.

Par contre, le succès est moindre quant au financement de l'économie du fait des pouvoirs publics qui veulent pousser la production et provoquent un excès de crédit. Les cinq grandes banques commerciales chinoises qui dominent aujourd'hui le marché ont été créées à la fin des années 1980, alors même qu'il n'y avait pas de banque centrale pour les réguler. Le système de crédit est piloté par la demande sans contrôle de l'offre ce qui conduit à de l'inflation.

Enfin, l'État perd des ressources : dans l'ancien système d'économie planifiée, profits dégagés par les entreprises publiques et budget de l'État se confondent. Faute d'avoir construit un système fiscal, le développement de l'autonomie des entreprises provoque une diminution des ressources publiques.

Ainsi,

- Malgré des succès
- La population devient mécontente ; l'inflation fait baisser les revenus réels et la société se mobilise. Ce sont les événements de Tiananmen et la période de trouble qui suit jusqu'en 1993 : récession, retour de l'inflation et contestation. Les conservateurs réapparaissent et défendent le retour à la planification centralisée pour que le parti puisse conserver le pouvoir. Les réformistes sont dominés.
- Deng Xiaoping va faire le tour des provinces du Sud en 1993 : il relance la réforme en s'appuyant sur une stratégie d'industrialisation par promotion d'exportations. Il déclare qu'il est glorieux de s'enrichir et apparaît la notion de « socialisme de marché ».

Action, contradiction, progrès : en bonne dialectique marxiste.

B. 2° étape : le développement industriel de 1994 à 2008

1) Des réformes de structure

Transformation budgétaire avec le début de la mise en place d'une structure fiscale afin que l'État puisse reprendre la main sur la valeur dégagée par le pays et que cesse l'anarchie de dépense des pouvoirs locaux sur prêts bancaires politiquement administrés.

Grande réforme monétaire avec la création d'une banque centrale, pilotant la politique monétaire sous le contrôle du Conseil des Affaires d'État en charge de la politique économique.

Une restructuration des entreprises publiques est lancée : certaines sont soutenues, d'autres liquidées. Cela entraîne des licenciements massifs mais la croissance rapide permet de digérer le transfert demain d'œuvre sans chômage.

Les entreprises ont été dotées juridiquement d'un statut commercial. En 1997, loi sur les entreprises privées des bourgs et des villages pour favoriser la création d'entreprises privées à la campagne et obtenir un tissu de PME

L'urbanisation, avec la privatisation du droit d'usage de la terre urbaine.

=>Les réformes vont dans le sens du passage à une économie de marché (définie selon la méthode de l'idéal-type par W. Eücken comme : une économie décentralisée + une économie d'entreprise + une économie de calculs en monnaie + une économie où l'État intervient de façon indirecte et globale).

On voit que les réformes laissent apparaître une recherche des structures d'une économie où le marché a plus d'importance mais on voit en même temps le chemin restant à parcourir si l'on veut un système cohérent.

2) Les facteurs de croissance du côté de la demande globale

a) La demande extérieure est le grand moteur de la croissance

L'expérience des quatre zones économiques spéciales (ZES) du début se transforme en généralisation : 4000 environ en 2004 (dont seulement plus d'un millier ont reçu l'aval du Conseil d'État, montrant l'affaiblissement du pouvoir central par rapport à celui des provinces).

Il s'agit de développer les exportations au maximum en même temps que l'accueil des IDE étrangers est de plus en plus large de manière à multiplier les importations de

technologie (Le Japon de la révolution Meiji en 1868 avait lui aussi utilisé au maximum la technologie étrangère pour essayer de rattraper son retard de développement). La Chine rentre à l'OMC en 2001.

Remarquons que les IDE accueillis sont aux 2/3 asiatiques, de même que le marché export est surtout asiatique, même si ce n'est pas notre perception... => régionalisation croissante de la croissance chinoise.

Au final, elle accumule des excédents commerciaux considérables sur la durée se traduisant par un gonflement des réserves de change comme rarement dans l'histoire économique (3600 Mds \Leftrightarrow 2xPIB français) et devient « l'usine du monde » pour de nombreuses productions.

b) L'investissement atteint des niveaux pharamineux en proportion du PIB

Il y a une accumulation forte de capital, jusqu'à certaines années 50% du PIB.

L'industrie lourde s'est beaucoup développée, dans la logique d'une stratégie d'industrialisation par substitution d'importations (acier, ciment,...) au risque de surcapacités.

Ce sont aussi des infrastructures (routes, rails, bâtiments), avec des pouvoirs locaux en concurrence, et immobiliers avec la formation d'une bulle immobilière (1/10 du PIB et 1/4 de l'investissement). Beaucoup trop de béton, risque de corruption.

c) Une consommation finale qui va régressant

La demande globale, outre l'investissement et les exportations est composée de la consommation finale. Compte tenu des montants astronomiques des deux premières grandeurs, la consommation est ramenée à la portion congrue, et encore plus sur la fin de la période.

Il y a un transfert du revenu national au détriment des ménages et en faveur des entreprises et des administrations à partir de 2000 orchestré par les gouvernements locaux en concurrence pour attirer les entreprises.

Les conditions de production ne sont pas étrangères à cette situation (cf. infra)

3) Les facteurs de croissance du côté de l'offre globale

a) Le facteur travail : des prolétaires exploités

Comme d'autres pays émergents avant elle (Corée, Taïwan, Hongkong et Singapour pour les premiers), la Chine mène une stratégie d'industrialisation par promotion d'exportations et cherche à se développer rapidement en s'insérant dans la division internationale du travail sur la base des avantages comparatifs ricardiens.

C'est donc à partir d'un travail abondant, peu coûteux et peu productif, que se fait le développement. Le réservoir de main-d'œuvre est massif, constituant comme le dirait Marx une armée de réserve industrielle, docile et sous-payée au minimum de subsistance. Les travailleurs migrants, les femmes jusqu'aux prisonniers : autant de facteurs de pression à la baisse sur les salaires dans un contexte d'absence de droit du travail.

Allongement de la durée du travail hebdomadaire, quotidienne et journalière, augmentation des cadences et réductions des congés : le schéma était déjà présent au XIX^e siècle en Europe lors de la révolution industrielle.

b) Le facteur capital : une accumulation intensive de capital (cf. investissement supra)

L'investissement important présenté plus haut se traduit par une élévation très rapide du stock de capital : endettement aisé, encouragé politiquement souvent localement pour les grandes entreprises.

Cette accumulation du capital a également permis une hausse de la productivité du travail dans l'industrie supérieure à celle des salaires réels, éloignant l'économie chinoise d'une importante loi empirique en sciences économiques qui nous indique qu'un pays a sur le long terme la rémunération moyenne de sa productivité moyenne (et éloignant également au passage le spectre passé de l'inflation).

c) Un progrès technique faible : « plus de transpiration que d'inspiration » dans la croissance asiatique selon P. Krugman

La croissance chinoise est spectaculaire par son ampleur (Nota : l'économie russe à la fin du XIX^e siècle avait elle aussi connu des taux de croissance de 8% l'an de 1890 à 1900).

Le progrès technique ne joue que peu : l'économie chinoise n'est pas à la frontière de la connaissance et cherche donc, comme tous les pays émergents dans l'histoire voulant rattraper leur retard, à obtenir des technologies existantes auprès des pays les détenant.

C'est une croissance extensive, nécessitant beaucoup de facteurs travail et capital pour augmenter la production.

=> Ainsi :

- Cette période 1994-2008 est le véritable moment du décollage et de l'émergence de la Chine. Elle devient le 2^e PIB du Monde, bientôt certainement le premier, et serait devenue très certainement le 1^e exportateur mondial de biens de haute technologie.

Une classe moyenne urbaine a commencé à émerger, à taille encore limitée ; entre 1994 et 2010, 400 millions de personnes sortent de la pauvreté, l'éducation se développe.

La réforme bénéficie d'un consensus général, aussi bien du côté des élites que de la population.

- Mais endettement massif, développement inégal des provinces (des poches de pauvreté et de non-développement), accroissement des inégalités de revenus, dégâts environnementaux croissants et déjà insupportables ainsi que la hausse des prix des matières premières importées sont les contradictions issues des succès supra.

La crise internationale de 2008 met un terme à cette deuxième étape et renforce la position de ceux qui veulent redéployer le régime de croissance face aux groupes d'intérêt régionaux et sectoriels qui ont porté le dynamisme de l'économie chinoise et se trouvent désormais confrontés à un difficile ajustement

Succès, contradictions, tentative de dépassement.

2. 3^o étape de la croissance chinoise : à partir de 2008 le projet de réorientation, problèmes et enjeux

Il s'agit ici d'indiquer les principales limites du modèle de croissance chinois à la fin des années 2000 pour ensuite exposer les ressorts d'une croissance qui doit se redéployer.

La deuxième économie au monde, bientôt la première en PIB, a le PIB par tête moyen soit le niveau de vie moyen correspondant à 1/10 de celui du Japon, ou encore le niveau de vie moyen en Égypte ou d'un Américain moyen de 1913.

A. Une troisième étape : une nouvelle stratégie de croissance qui débute : pourquoi ?

1) La dépendance à la demande externe occidentale est perçue comme un handicap

Depuis 25 ans, commerce extérieur et investissements étrangers ont constitué des piliers essentiels de la modernisation chinoise.

La contraction de la demande mondiale fin 2008 a provoqué un effondrement des exportations et un freinage brutal de la croissance chinoise, tombée à 6,1 % au premier trimestre 2009, qu'un vigoureux plan de relance a pu faire repartir de plus belle.

Les perspectives de croissance ralenties dans les économies occidentales ne permettent plus à la Chine de compter sur l'expansion des marchés extérieurs.

Ce point était déjà pressenti par les dirigeants qui avant la crise envisageaient une réorientation plus domestique et moins extravertie du modèle de croissance. La crise rend ceci impératif pour la Chine.

2) L'illusion du high-tech : la Chine est un assembleur à faible valeur ajoutée

Globalement, du fait des IDE, les firmes étrangères réalisent 70% de la production et 85% des exportations de la Chine (Se souvenir de la situation de la Russie avant la révolution bolchevique en termes de dépendance vis-à-vis des entrepreneurs étrangers...)

Dans les high-tech, la Chine est souvent présentée comme le 1^o exportateur mondial. Or cette image est totalement fautive.

Le rôle des travailleurs chinois dans le processus se situe au niveau de l'assemblage d'éléments importés ou, pour les plus simples, produits sur place avant d'être réexportés sur les marchés mondiaux. Ainsi, les études évaluent que par rapport au montant du produit fini sortant de Chine à sa valeur de produit fini, la valeur ajoutée effectivement par la Chine représenterait 3%.

Ses résultats sont conformes à ce que nous avons présenté d'un pays émergent s'insérant dans la DIT comme un pays atelier suivant une stratégie de promotion d'exportation de produits de masse standardisés sur la base d'activité à faible coût de main-d'œuvre.

La production et les chaînes de valeur sont dispersées internationalement (DIPP) : l'initiative Made in the World de l'OMC visant à évaluer statistiquement le commerce au regard de la contribution à la valeur ajoutée par chacun est dans ce fil. Non pas « Made in China » mais « assemblé en Chine » serait une mention plus convenable pour ces produits.

3) Des problèmes de main-d'œuvre apparaissent

L'économiste du développement A. Lewis a théorisé en 1954 et qui est connu sous le nom de « point de Lewis » les problèmes liés aux transferts de main-d'œuvre dans des économies en développement.

Le régime de croissance est d'abord soutenu par une offre de travail immense et indépendante du salaire, du fait d'un surplus de main-d'œuvre non qualifiée issu des campagnes ce qui permet de fixer le salaire des non qualifiés au niveau minimal de

subsistance, quelle que soit la demande de travail dans l'industrie. Les gains de productivité sont captés par les profits et financent l'accumulation du capital.

Mais dès que le secteur rural ne fournit plus autant d'offre de travail en excès par rapport à la demande, l'offre de travail devient croissante avec le salaire ; le salaire augmente avec les progrès de la productivité et réagit aux tensions entre l'offre et la demande de travail.

C'est typiquement ce qui se produit : difficulté à trouver de la main-d'œuvre sur les pôles industriels existants, tensions salariales, avec une faible mobilité géographique.

Sur ce dernier point, il faut mentionner qu'il existe bien des travailleurs migrants qui donnent au système une forte flexibilité quantitative externe mais le système dit du hukou est un frein : le régime du hukou est un permis de résidence qui détermine les droits de l'individu (la politique démographique qui lui est appliquée, l'accès au logement, aux soins médicaux, à l'école, les tickets de rationnement alimentaire, la priorité à l'emploi, voire le mariage ; on hérite du hukou de sa mère). Ainsi, ces travailleurs migrants travaillent en ville mais leurs droits sont liés à la campagne (ils ont un hukou rural) : ils ne sont rien à la ville (industrielle). C'est un frein à la mobilité de la main d'œuvre.

Cela bloque le développement de la classe moyenne du fait de l'impossibilité pour ces travailleurs de profiter pleinement de l'essor.

NB : La GB en 1834 avait aboli sa loi sur les pauvres (loi de Speenhamland, Poor laws) : l'assistance des communes avait été supprimée pour que les travailleurs puissent rejoindre les fabriques et gagner leur salaire. La France avait longtemps gardé le livret ouvrier au XIX^e siècle avant de le supprimer pour permettre une mobilité plus grande de sa main-d'œuvre.

4) Des distorsions dans le système des prix désarticulent la croissance

Si les prix planifiés agricoles ont quasiment disparu de fait et si les prix de vente des produits ont été libéralisés, il n'en est rien en revanche pour les prix des facteurs de production. Cela génère des incitations faussées et une allocation peu efficace des ressources rares au profit des grandes entreprises, des entreprises publiques et des potentats locaux au détriment des ménages et des PME.

- Le travail : on vient d'en parler supra. Le salaire commence à intégrer les phénomènes de tension entre offre et demande de travail. Mais il n'y a pas de droit du travail ni protection sociale.
- Le foncier : il est non réglementé et les pouvoirs locaux s'en servent pour se procurer des ressources fiscales. Ils font l'acquisition de terre collectives rurales moyennant un très faible indemnité aux paysans et ils les revendent à très bas prix aux industriels pour se procurer ensuite de la TVA sur les productions réalisées (alimentant des surcapacités de production) ou alors ils les vendent à des prix élevés à des promoteurs immobiliers dans les zones plus urbaines ce qui alimente la corruption.
- Le crédit : les taux d'intérêt sont très bas au regard du rythme de croissance. Les grandes entreprises consomment trop de capital bon marché du fait de leur capacité à être en relation avec les grandes banques alors que les PME sont rationnées en crédit (les services sont par exemple sous-développés).
- Les ressources naturelles et l'énergie : le prix des matières premières et de l'énergie sont fournis domestiquement à un prix artificiellement bas. Les processus productifs sont d'ores et déjà insoutenables écologiquement (pollutions, catastrophes écologiques, pandémies, épidémies). Le coût privé de la production est très inférieur à son coût social.
De plus, ce besoin frénétique de matières premières pousse la Chine à acheter sur les marchés internationaux et les augmentations de prix font monter le coût de leurs importations alors même que le prix de leurs exportations va diminuant

du fait des conditions de production : les termes de l'échange (PX/PM) se dégradent.

B. Le redéploiement de la croissance vers le marché intérieur et l'espace asiatique

La crise a accéléré l'engagement dans une troisième phase de la réforme, dont la nécessité a été affirmée dès l'adoption du 11^o plan quinquennal couvrant la période 2006-2010. Il s'agit de faire évoluer le régime de croissance pour que celle-ci devienne moins intense en capital et moins dépendante des marchés de consommation des pays occidentaux.

L'objectif est double. D'une part, il est affirmé qu'il faut élaborer un nouveau modèle social pour inverser l'appauvrissement relatif des régions rurales sans perdre le soutien des classes moyennes urbaines et pour développer les systèmes de santé et d'éducation au bénéfice de toute la population. D'autre part, la Chine diversifie ses relations internationales et veut se garder d'une rivalité de blocs en prônant une multipolarité du monde ce qui n'empêche pas les gesticulations militaires en Mer de Chine.

1) La conquête du marché intérieur : une économie moins extravertie

Un pays de la taille de la Chine ne peut trouver l'espace nécessaire à son essor industriel que dans l'expansion et l'intégration de son marché intérieur, comme les États-Unis l'ont fait à la fin du XIX^o siècle et au début du XX^o.

Pour recentrer sa croissance sur sa demande intérieure, la Chine doit rééquilibrer celle-ci au profit de la consommation des ménages. Cela demande une modification de la répartition primaire des revenus plus en faveur des revenus du travail salarié et moins en faveur des profits qui est nécessaire. (Parallèle absolu avec l'évolution connue en Europe au XIX^o siècle lors des révolutions industrielles).

Les travailleurs indépendants agricoles devraient pouvoir bénéficier de vendre leurs terres à un prix non prédateur pour éviter de chercher à quitter les campagnes vers les villes où ils risqueraient d'alimenter une bidonvillisation redoutée par le pouvoir. Le risque est d'un autre côté la montée des prix du foncier, la concentration trop forte et la montée des inégalités.

La modification de la répartition des revenus passe, en deuxième lieu, par une politique de redistribution qui devrait réduire les inégalités et augmenter la propension à consommer en réduisant l'épargne de précaution. L'extension progressive de la protection sociale à l'ensemble de la population est au cœur du changement de modèle social. C'est un domaine où la Chine a pris du retard par rapport aux autres pays émergents.

Ajoutons, outre le nombre de personnes à prendre en compte, le problème central du vieillissement : la Chine a vieilli prématurément avant d'être devenu riche : « le petit empereur » va devoir se montrer solidaire de ses deux parents et de ses quatre grands-parents !

2) L'appareil productif va devoir se transformer fortement

L'appareil productif va devoir se transformer pour produire :

- des biens de consommation
- des services

On va donc mécaniquement assister à une sorte de désindustrialisation relative de la Chine !

A l'intérieur, le gouvernement pousse les entreprises à la délocalisation intérieure, c'est-à-dire que des entreprises sont incitées à aller vers la main-d'œuvre dans les provinces intérieures pour retrouver des conditions de coût salarial perdues sur les espaces côtiers.

Le pouvoir y voit un triple avantage : outre la possibilité de poursuivre une production de masse à bas coûts salariaux, cela permettait un rééquilibrage économique du territoire (maillage urbain du territoire + infrastructures de transport) et retarderait la réforme du hukou puisque l'on irait vers les foyers d'origines des ex-migrants ruraux que la crise de 2008 avait fortement renvoyés dans ses foyers d'origine. Ce dernier avantage moins économique que lié au contrôle social dans un État policier ne pourra durer qu'un temps sous peine de bloquer le développement des classes moyennes et faire échouer le recentrage de l'économie chinoise sur son marché domestique.

3) Un redéploiement extérieur, régional en particulier

La stratégie d'industrialisation par promotion des exportations sur des produits basiques en masse et à bas prix devrait donc perdre de son importance : il est possible que nous ayons alors moins à craindre dans les pays occidentaux le chômage que le retour de tensions inflationnistes du fait du tassement de cette stratégie laminant les prix !

Il est probable que la Chine développe alors progressivement, comme d'autres émergents avant elle, une stratégie d'industrialisation par substitution d'exportations, aussi appelée remontée de filière, vers des produits à plus forte valeur ajoutée. Cela suppose à ce moment-là le recours au progrès technique (on voit actuellement des acquisitions à l'étranger grâce aux réserves de change accumulées) ainsi qu'un effort de formation colossal. Le passage d'une croissance extensive à une croissance intensive (assise sur les gains de productivité et le progrès technique) n'est pas indolore et bien plus compliqué que d'émerger.

La Chine a déjà adhéré à l'OMC en 2001. Ses engagements sur le respect de la propriété intellectuelle n'ont pas jusque-là brillé par leur réalisation. Mais ses relations économiques ont vu diminuer l'importance du Japon au profit des autres pays d'Asie (outre l'Afrique pour les matières premières et quelques liens avec l'Occident pour la technologie).

Dans l'intégration asiatique, la Chine n'est pas seulement le pivot de la division régionale du travail, elle est devenue aussi un marché porteur pour les produits finis fabriqués dans la zone, L'Asie peut ainsi trouver le moteur autonome de croissance qui lui a manqué jusqu'ici ; ce qui laisse envisager un possible « découplage » futur par rapport aux marchés occidentaux

D'un point de vue monétaire, les excédents commerciaux chinois ont généré de colossales réserves de change en dollars pour l'essentiel. Le yuan au début a été arrimé par une parité fixe au dollar (régime de change du currency board) de manière à ancrer la monnaie sur le dollar, mais à un niveau sous-évalué de manière à donner aux exportations un avantage de compétitivité-prix.

Le régime a été assoupli, le yuan doucement réévalué sous la pression des Occidentaux et l'on est dans un système d'ancrage souple (crawling peg, parités glissantes). Il reste que la Chine est dépendante d'avoirs mal diversifiés essentiellement libellés en dollars la rendant dépendante du cours de cette devise. Elle cherche à améliorer sa gestion vers du multidevise, mais en douceur. Les entreprises chinoises ont été autorisées à investir directement à l'étranger (IDE sortant) pour valoriser au mieux ses réserves de change, ainsi que via un fonds souverain (la plupart des 500 plus grandes entreprises chinoises sont assises sur un monopole d'État).

La Chine cherche actuellement à internationaliser sa monnaie, ou plus exactement à la régionaliser, dans le cadre des échanges asiatiques dont elle devient un pivot.

Conclusion

Économiquement, le parcours de La Chine est donc assez classique au regard de nos connaissances sur les moments d'émergence depuis la fin du XIX^e siècle. Comme l'analysait Gerschenkron en 1960, un pays croît d'autant plus vite qu'il était en retard et qu'il réussit à s'appuyer sur des éléments propres permettant de lutter contre ses points faibles (substituts à la Gerschenkron) ; ce qui ne prohibe pas l'imitation quand elle est bien menée.

L'ampleur et la vivacité du processus restent impressionnantes, doublées de l'enjeu du passage d'un système centralement planifié à un système intégrant une logique de marché, sans renoncer cependant à bien des aspects d'une économie de commandement. L'émergence de la Chine a rencontré un contexte porteur de mondialisation en 1980.

Les questions économiques sont à propos de :

- la capacité à négocier la réorientation intérieure dans un contexte d'accroissement vertigineux des inégalités, pour ne pas dire de lutte des classes croissante dans un communisme d'État.
- le passage à terme à une croissance moins extensive, plus intensive. Nombre d'émergents n'ont pas réussi à franchir ce seuil, moins pour des questions de formation ou de technique que pour des questions de qualité des institutions (URSS, Venezuela, Argentine,). Ce sont les travaux des historiens de la Nouvelle histoire économique comme D. North qui insistent sur le rôle fondamental des institutions pour expliquer la croissance et le développement. D'autres auteurs institutionnalistes insistent sur le fait que si la qualité des institutions n'est pas la plus déterminante dans le début des phases d'émergence, elle est la condition sine qua non pour dépasser le statut de pays à revenu intermédiaire que devrait avoir la Chine d'ici une cinquantaine d'années environ.

Cela amène donc à poser la question de la qualité de la gouvernance : le droit est faible et peu stable ; il est en tout cas second par rapport au politique. Le pouvoir semble en avoir conscience mais au-delà des difficultés inhérentes à cette question, se pose le problème du maintien au pouvoir d'une « nomenklatura » faisant le grand écart entre communisme passé et libéralisation.

C'est plus largement la question de savoir si le peuple se contentera longtemps de seulement un peu plus de liberté. P. Rosanvallon, professeur au Collège de France et grand spécialiste des questions de gouvernance dans les sociétés rappelle que l'histoire nous enseigne que la liberté ne peut durablement faire l'objet de « vente à la découpe » : liberté économique, politique et de mœurs ne font qu'un.

Le discours sur la liberté comme valeur singulière occidentale, non universelle, vient de voler en éclats lorsque l'on s'est rendu compte que les populations arabes en comprenaient parfaitement le sens. Ce n'est donc pas pour recommencer en racontant qu'il y aurait un particularisme asiatique à la servitude.